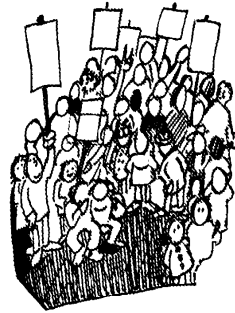


Un mouvement au coeur des



mobilisations

Bonjour,

Tout au long de l'automne et en réponse à la vague de projets de loi antisociaux et antisyndicaux, il y a eu une rafale de manifestations. En décembre, alors que le gouvernement imposait le bâillon pour faire adopter ses lois, le mouvement communautaire et syndical se mobilisait pour dire haut et fort que nous n'avions pas voté pour ça! De ces quelques mois de mobilisation, il est ressorti au moins deux choses: de un, la population du Québec manifeste de façon très claire son insatisfaction face aux orientations de ce gouvernement; de deux, notre mobilisation n'a pas permis de modifier de façon significative les orientations gouvernementales. Si le gouvernement n'a pas voulu nous écouter, la population a bien entendu notre message!

L'hiver venant, et froid en plus de ça, le mouvement communautaire s'est donné un plan d'action pour les mois qui viennent. L'enjeu est d'accroître la pression sur ce gouvernement pour qu'il envisage un changement de cap. Utopie? Peut-être! Mais, ce faisant, c'est la population que nous voulons associer à un vaste mouvement de protestation. Ce plan d'action est en quatre temps et dans les différentes régions du Québec on se concerte pour le mettre en œuvre. En voici les grandes lignes:

- Nous sommes très présents aux consultations prébudgétaires en cours, et ce, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.
- Vers le 8 mars, c'est le mouvement des femmes qui nous prépare de l'action sous le thème « La riposte des femmes – Ensemble tout est possible ».
- Le 14 avril, le mouvement communautaire prend le « lead » et nous prépare une grosse journée (le MÉPACQ collabore au comité qui travaille sur cette journée).
- Enfin, le 1^{er} mai, c'est avec le mouvement syndical que nous fêterons les travailleuses et travailleurs. Une fête que nous ne laisserons pas assombrir par ce gouvernement antisyndical.

À travers ces grands temps de mobilisation, il y aura des actions plus ponctuelles et ciblées. Par exemple, l'opposition qui se manifeste avec force au projet de centrale thermique d'Hydro et, ne l'oublions pas, la campagne de fax « **Les petits moments contestataires** » que nous vous avons expédié il y a quelques jours. À tout cela, les Tables régionales et le MÉPACQ s'associent et vous invitent à faire de même. Notre message est clair: Nous voulons préserver et améliorer les acquis sociaux que nous avons. Nous nous opposons à l'entreprise de démolition de ce gouvernement et dénonçons sa collusion avec les grandes entreprises privées.

Vous trouverez dans ce Bulletin un texte où nous essayons de répondre aux deux questions suivantes: Où en sont rendues les négociations de la ZLÉA? et Est-il vrai qu'elles s'achèment vers un échec? Nous tentons de faire le point sur ce dossier, dans la foulée de la consulta à laquelle nous avons participé.

En novembre 2004, nous tiendrons notre 4^e colloque sur le thème «Le rôle de l'État et le bien commun ». Nous vous offrons un premier texte de réflexion sur l'État, question de vous mettre dans le bain!

Vous trouverez un bref écho de la réunion du Comité de coordination qui s'est tenue les 5 et 6 février derniers. Si vous souhaitez avoir plus d'informations sur cette réunion, n'hésitez pas à communiquer avec votre Table régionale.

Enfin, plusieurs d'entre elles nous partagent ce qui se passe dans leur coin de pays et qui se conjugue de plus en plus sur le mode de la mobilisation!

En toute solidarité,

Le Comité exécutif et l'équipe du MÉPACQ

NON

**BILAN
ET
ENJEUX
DES
NÉGOCIATIONS
ENTOURANT
LES
ACCORDS
DE
LA
ZLÉA :
VICTOIRE
DES
MOUVEMENTS
SOCIAUX
OU
NÉOLIBÉRALISME
DÉTOURNÉ
ET
À
LA
CARTE?**

Les groupes membres des différentes Tables du MÉPACQ ont investi beaucoup d'énergie dans la Consulta sur la ZLÉA. C'est pourquoi nous avons trouvé important de faire un petit bilan des négociations de la ZLÉA et d'exposer quelques-uns de ses enjeux. Lancée officiellement en 1998, la négociation des accords de la Zone de Libre-Échange des Amériques a évolué d'une manière particulière depuis quelques années. Au départ, les négociations étaient multilatérales, c'est-à-dire que les discussions se déroulaient entre les 34 pays à la fois. Maintenant, les accords bilatéraux, c'est-à-dire les négociations qui se font entre deux pays, se multiplient. Ce type de négociations change la dynamique et les rapports de force entre les pays et semble favoriser la nouvelle politique étatsunienne¹. Que cela soit à l'intérieur d'accords internationaux, régionaux ou bilatéraux, les États-Unis jouent le jeu du protectionnisme et de la compétitivité sur tous les plans.

Quel est l'impact des mouvements sociaux?

Depuis le début des négociations de la ZLÉA, les militants et les militantes des Amériques ont profité de maintes occasions, dans différents lieux énumérés plus bas, pour dénoncer la mondialisation des marchés, le néolibéralisme, la prédominance du pouvoir économique sur le social et la ZLÉA. En passant de Québec en 2001 (Sommet des Amériques – ZLÉA), à Quito, en Équateur, en 2002, lors de la septième conférence des ministres du Commerce des Amériques, à Porto Allegre, au Brésil, en janvier 2003 (3^e Forum social) ou, tout récemment, à la huitième rencontre ministérielle de Miami, les 20 et 21 novembre dernier, la résistance de la société civile s'organise. Il est difficile d'évaluer l'impact qu'a eu l'ensemble des grandes mobilisations depuis le début des négociations. Mais, il semble que celles-ci aient permis de sensibiliser l'opinion publique à l'absence de processus démocratique entourant les négociations de la ZLÉA et, peut-être, d'ouvrir les discussions, à l'intérieur des sommets, aux préoccupations sociales même si celles-ci sont presque toujours obnubilées par d'autres intérêts² et représentent, somme toute, des aspects bien minoritaires par rapport à l'ensemble des négociations. Par ailleurs, la réalisation d'une consultation populaire (Consulta), à travers le continent, a permis de faire un travail d'éducation populaire important sur la ZLÉA elle-même et sur les dangers qu'elle représente. Elle a également permis aux citoyens et citoyennes des Amériques de se prononcer sur la question.

Le protectionnisme américain et la stagnation des négociations multilatérales (ZLÉA)

Depuis le dernier sommet extraordinaire de Monterrey, le noyau de résistance des discussions des 34 pays de la ZLÉA tourne principalement autour du bois d'œuvre, de l'acier et de l'agriculture. Censés discuter de libre-échange, les différents pays s'accusent mutuellement de protectionnisme. À ce chapitre, les États-Unis ne donnent pas l'exemple. Dans un contexte de surproduction mondiale, les États-Unis, tout en prônant une ouverture des marchés pour une meilleure intégration des Amériques, distribuent des subventions et accordent une aide massive aux agriculteurs américains par l'intermédiaire du Farm Bill.

En conclusion, nous faisons le constat suivant: les négociations multilatérales de la ZLÉA sont bel et bien bloquées et la multiplication des accords bilatéraux peut être interprétée comme une stratégie pour les contourner. Dans ce contexte, plusieurs pays d'Amérique latine risquent de perdre gros dans une négociation bilatérale avec la puissance américaine. Comme les pays latino-américains, mais à un degré moindre, le Canada ne se retrouve pas en position de force face à son voisin, surtout en ce qui a trait aux négociations dans certains secteurs névralgiques comme le bois d'œuvre et l'agriculture. En ce qui concerne les groupes communautaires, cela démontre l'importance de poursuivre notre travail d'éducation populaire autonome avec les personnes les plus vulnérables de notre société qui risquent de subir les conséquences de ces types d'accords dans un proche avenir. Enfin, le travail d'éducation populaire autonome se révèle encore plus essentiel dans un contexte de luttes sociales afin de faire des liens directs entre ce qui se passe actuellement avec la réingénierie provinciale, la ZLÉA et toutes les autres négociations qui sont en cours au niveau international.

¹ Le représentant au Commerce des États-Unis, Robert Zoellick, a signifié, entre autres que les États-Unis voulaient affirmer leur leadership afin de mettre leur politique commerciale en phase avec les valeurs de la société américaine.

² Par exemple, c'est la Charte sociale, a permis aux USA d'exclure Cuba.

L'ÉTAT,

QU'EST-CE QUE C'EST?

par Henri-Paul Labonté



Parfois, lorsque je frappe sur une mauvaise touche, mon ordinateur me dit : qu'est-ce que c'est? En fait, il vient juste de me faire le coup. Dernièrement, des gens m'ont aussi fait le coup, au moment où je parlais de la réingénierie de l'État québécois, en me demandant comment je définissais l'État. Alors, j'ai cherché une définition simple, soit une définition passe-partout. Voici quelques définitions quelque peu humoristiques, car, comme dirait l'autre, il faut bien en rire un peu. En fait, je parle ici uniquement de l'appareil de l'État, car un État se définit comme une nation organisée qui se donne un gouvernement. Ainsi, chaque citoyenne et chaque citoyen et non seulement les personnes élues font partie de l'État.



L'État, ça fait bien des choses, de bonnes choses et des choses douteuses. Il fait des routes et des ponts (bonnes choses), avec des profits fabuleux pour les gros financiers qui les construisent (choses douteuses). Il établit un système de monnaie, ce qui permet aux gens de payer les biens achetés autrement qu'avec des échanges de biens, et aux riches de cacher de l'argent dans des paradis fiscaux (bonne et mauvaise chose). Il fournit l'assurance-chômage et le bien-être social, ce qui donne des revenus de pauvres aux pauvres et leur enlève toute dignité. (Il y aurait une meilleure chose que cette chose douteuse, ce serait l'allocation universelle). Il permet aux gens d'avoir accès à l'école gratuite et aux soins de santé gratuits. (Il y aurait aussi une meilleure chose, c'est l'école vraiment gratuite et l'accent mis sur la santé de la population).



De ce temps-là, il jette des gens en prison parce qu'ils ont un drôle d'air. Mais, il est plutôt gentil avec les trafiquants de drogue et les riches compagnies qui fraudent légalement. Il accorde des subventions aux grandes compagnies et leur demande peu de comptes. Mais, pour les groupes communautaires recevant quelques milliers de dollars, il parle de reddition de comptes serrée. Il permet aux gens de coucher gratuitement sous les ponts par un froid arctique. Brr...! Il fait aussi de la répression lorsque les gens manifestent trop bruyamment. Pour lui, la démocratie se fait entre parlementaires et non avec les gens de la rue.



Mais, malgré tout, l'État (l'appareil), on en a besoin. Et puis, selon les gens qui connaissent l'histoire, l'État s'est bien amélioré depuis l'invasion de l'Angleterre des Saxons par Guillaume le Conquérant, en 1060. Petit à petit, ce pays (suite à des pressions des gens de la rue) a construit le régime parlementaire que nous connaissons aujourd'hui. Cela a, entre autres, permis un certain partage des richesses via les impôts et l'établissement de lois amenant un peu plus de justice sociale.

MÉPACQ — DES NOUVELLES DU COMITÉ DE COORDINATION

LORS DU DERNIER COCO

Les membres du Comité de coordination du MÉPACQ se sont penchés sur plusieurs questions. Ils ont étudié les résultats de la consultation menée auprès des groupes membres sur le rôle que devra jouer le MÉPACQ dans le dossier de la reconnaissance et du financement et ont examiné une proposition portant sur un débat futur sur les pratiques d'ÉPA des groupes membres et sur leur adhésion aux orientations favorisant les luttes sociales adoptées lors du dernier Congrès d'orientation. En plus de la mise à jour de différents dossiers, tels que le colloque, la campagne de visibilité, la campagne « fax contre la réingénierie », etc., les membres ont eu droit à une formation à deux volets très intéressante présentée par Alexa Conradi sur la conjoncture québécoise et par Robert Théoret de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOBC) sur l'impact de la loi 25 qui réorganise le réseau de la santé.

PROJET DE RECHERCHE SUR LA PAUVRETÉ

Lucie Lamarche de l'UQAM, chercheuse responsable, et le MÉPACQ participeront à un projet de recherche stratégique pancanadien dans le cadre du programme Alliance de recherche université-communauté (ARUC) du Conseil de recherches en sciences humaines au Canada (CRSH). Pendant les cinq prochaines années, la collaboration du MÉPACQ au volet québécois du projet se situera à deux niveaux: d'une part, effectuer une recherche sur les enjeux autour de la loi 112 (Loi pour lutter contre la pauvreté), y incluant le processus suivi qui a mené à son adoption et son impact sur le milieu, d'autre part, faire une étude sur l'impact des ententes du libre-échange sur un droit nouvellement acquis (en occurrence les CPE).

MÉPACQ — DATES À RETENIR

COMITÉ DE COORDINATION ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2004 COLLOQUE DU MÉPACQ
les 25 et 26 mars 2004 à Québec les 10 et 11 juin à Saint-Marc-sur-Richelieu les 3, 4 et 5 novembre 2004 à Cap-Rouge

LES TABLES RÉGIONALES À L'OEUVRE



TROVEP MONTERÉGIE
Membre du MÉPACQ



SÉGUIN!
IL EST TEMPS
D'ÉCOUTER
LA POPULATION!

Le 30 janvier dernier, dans le cadre des consultations prébudgétaires du ministre des Finances, 500 citoyens ont participé à une manifestation organisée par la Coalition J'ai jamais voté pour ça! Pour la coalition, dont la TROVEP de Montréal est un membre actif, une chose est très claire : si, jusqu'à maintenant, le gouvernement s'est montré à l'écoute et au service du patronat, il est maintenant grand temps qu'il change de tir et qu'il prenne en considération ce que la population a à lui dire. Il faut qu'il comprenne que la réingénierie, on n'a jamais voté pour ça!



**Regroupement des organismes
d'éducation populaire autonome
de la Mauricie**

UNE ALLIANCE POUR FAIRE RECULER LE GROUVERNEMENT CHAREST

En créant le Réseau de vigilance, quelque 300 organismes du Centre-du-Québec et de la Mauricie feront front commun pour résister aux futures politiques annoncées par le gouvernement Charest. Les représentants des groupes communautaires et des groupes de femmes ainsi que des syndicats du Centre-du-Québec et de la Mauricie ont décidé de former une alliance pour résister aux politiques antisociales et antisyndicales que prépare le gouvernement Charest. Cette alliance, qui s'inspire du plan de mobilisation mis de l'avant par le Réseau de vigilance national, permettra à quelque 300 organismes du territoire, représentant plus de 12 000 membres, d'unir leur force pour clamer haut et fort leur opposition face à l'entreprise de démolition de l'État québécois. Une première action concertée du Réseau de vigilance du Centre-du-Québec et de la Mauricie est prévue dans le cadre des consultations prébudgétaires du ministre Yves Séguin. « La majorité de nos organisations ont déposé des mémoires et veulent être entendues », revendiquait, à son tour, Henri-Paul Labonté de l'AGÉPA. « Nous exigeons aussi du ministre Séguin la tenue de consultations à Drummondville, Victoriaville et Trois-Rivières. C'est une question de respect et de démocratie. Les consultations prébudgétaires sont le moment propice pour nos organisations de revendiquer des mesures budgétaires qui favoriseront l'ensemble de la population du Québec, des mesures qui garderont le cap sur la préservation des acquis sociaux et du bien commun », a-t-il ajouté.

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE EN MONTERÉGIE

Face au vent de droite qui souffle actuellement sur le Québec, une nouvelle coalition a vu le jour en Montérégie afin de résister aux politiques anti-sociales et anti-syndicales du gouvernement Charest. Ce Réseau de vigilance Montérégie où la TROVEP Montérégie est activement impliquée est le résultat de la volonté commune des mouvements syndicaux, des groupes de femmes, des groupes populaires et communautaires d'unir leurs forces afin de faire reculer ce gouvernement néolibéral. À Granby, le 3 février dernier, le ministre Séguin fut accueilli par 500 manifestants farouchement opposés au projet de réingénierie. Cette première action concertée a voulu rappeler au ministre les valeurs qui doivent guider notre projet de société et le rôle qu'il doit assumer dans la redistribution de la richesse et la préservation de nos biens communs.

**La réingénierie
« J'ai jamais
voté pour ça! »**



**RASSEMBLEMENT
POPULAIRE
À LA
SAINT-VALENTIN**

Un grand rassemblement populaire sur le thème « Un gouvernement sans coeur... qu'on se le dise! » aura lieu le 14 février prochain à Baie-Comeau ainsi qu'à Forestville, Sept-Îles et Havre Saint-Pierre. Cette activité est organisée par une coalition régionale formée de groupes populaires et communautaires, de groupes de femmes et d'organisations syndicales. Michel Savard, de la Table des groupes populaires, insiste sur le fait que le Québec n'est pas à vendre et que la stratégie de Jean Charest est « de graisser ses amis au détriment de la population ». Selon lui, il faut dire haut et fort au premier ministre que « sa vision du Québec, ce n'est pas de ce Québec-là que l'on veut ».



**ET EN ESTRIE...
DES ACTIONS DE MOBILISATION**

Les groupes nommés ci-après se sont mit d'accord pour réaliser, en région, le plan de travail du Réseau de vigilance national avec comme moments charnières la tenue d'activités le 13 février (à défaut de recevoir le ministre Séguin) avec comme thème « Le gouvernement Charest n'a pas de coeur », le 7 mars, dans le cadre de la Journée internationale des femmes, le 14 avril, soit le 1^{er} anniversaire de l'élection du gouvernement Charest, et le 1^{er} mai lors de la Fête internationale des travailleurs et travailleuses. Afin d'assurer le bon déroulement du tout, Solidarité populaire Estrie dont est membre la Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie (TROVEPE) agira comme le répondeur du Réseau de vigilance en Estrie. SPE, une coalition de solidarité permanente des mouvements sociaux en Estrie, prendra le leadership de l'organisation de la plupart des actions unitaires et communes en collaboration avec le Collectif régional pour un Québec sans pauvreté, l'Inter-CDC et la Table d'action contre l'appauvrissement en Estrie.



LES TABLES RÉGIONALES

3575, boul. St-Laurent #202,
Montréal (Québec)
H2X 2T7
Tél.: (514) 843-3236
Fax : (514) 843-6512
mepacq@bellnet.ca

AGÉPA

40, rue Alice, Victoriaville G6P 3H4
Tél.: (819) 795-4441 Fax : 795-4443
agepa@bellnet.ca www.agepa.qc.ca

TABLE RONDE DES OVEP DE L'OUTAOUAIS

115, boul. Sacré-Coeur, Hull J8X 1C5
Tél.: (819) 771-5862 Fax : 771-6113
trovepo@globetrotter.net

TROVEP MONTERÉGIE

7500, Chemin de Chambly,
Saint-Hubert J3Y 3S6
Tél.: (450) 443-9330 Fax : 443-4812
trovepm@synd-champlain.qc.ca

TROVEP ESTRIE

187, rue Laurier, Sherbrooke J1H 4Z4
Tél.: (819) 566-2727 Fax : 566-2664
trovepe@aide-internet.org

MÉPAC

2155, rue de la Peltrie, C.P. 23012,
Jonquière G7X 9W8
Tél.: (418) 547-2102 Fax : 547-2565
info@mepac.qc.ca

MÉPAL

144, rue Saint-Joseph,
Joliette J6E 5C4
Tél.: (450) 752-1999 Fax : 752-2603
mepal@qc.aira.com

TROVEP DE MONTRÉAL

2310, rue Sainte-Catherine Est,
Montréal H2K 2J4
Tél.: (514) 527-1112 Fax : 527-6667
trovep@cam.org

RÉPAC-03-12

65, Notre-Dame-des-Anges #4,
Québec G1K 3E4
Tél.: (418) 523-4158 Fax : 523-6429
repac@cliec.net www.cliec.net/~repac/

ROM

1322, rue Saint-Julie #37,
Trois-Rivières G9A 1Y6
Tél.: (819) 379-2889 Fax : 379-9482
rom@qc.aira.com

RÉPAT

380, rue Richard,
Rouyn J9X 4L3
Tél.: (819) 762-3114
Fax : 762-9697
repac@cablevision.qc.ca

TABLE DES GROUPES POPULAIRES DE LA CÔTE-NORD

872, rue Puyjalon,
Baie-Comeau G5C 1N1
Tél.: (418) 589-2809
Fax : 589-7088
tablebc@globetrotter.net